

nombreux Esquimaux et abaissé le niveau de vie déjà médiocre de nombre de pêcheurs du golfe. Ce fut une campagne mémorable; et la Société vient encore nous demander de la financer grâce au rôle des contributions. Ne pensez-vous pas que l'intérêt national exige qu'on freine cet engin irresponsable et incontrôlable de destruction? (*Applaudissements*)

Comment Radio-Canada fait-elle recette? En accordant ses heures de choix aux publicitaires du pays et aux émissions américaines. A quoi sert une télévision publique qui accorde ses meilleures heures à des émissions étrangères? Pensez à tous ces facteurs et dites-moi ce qui rend Radio-Canada digne du soutien fédéral qu'elle reçoit de nos jours?

Une voix: Rien.

M. Deachman: Voilà pourquoi le moment est venu pour nous de remanier Radio-Canada. (*Applaudissements*)

Une voix: La bière Carling Red Cap et ainsi de suite.

M. Deachman: Je ne propose pas de réduire en cendres Radio-Canada ni de congédier ses employés, comme les conservateurs ont fait pour Avro Arrow. Le matériel et le personnel technique de Radio-Canada peuvent être consacrés à un nouveau et vaste domaine, celui de la télévision éducative qu'on a évoquée plusieurs fois au cours de ce débat.

A mon avis, la Société Radio-Canada telle que nous la connaissons, devrait être dissoute et nous devrions établir à sa place une nouvelle société canadienne de télévision éducative. Nous devrions établir deux réseaux transcontinentaux de télévision éducative, l'un anglais, l'autre français. Nous devrions abandonner les programmes commerciaux à la télévision commerciale et poser comme condition à l'attribution d'une licence de télévision que la station titulaire réservera certaines périodes pour les films documentaires ou les grands films d'origine canadienne. Nous devrions continuer à produire des films documentaires par l'intermédiaire de l'Office national du film; d'autre part, les compagnies de films commerciaux et de télévision devraient aussi s'engager dans cette activité. Ainsi, le réseau français non seulement jouerait un rôle national dans la télévision éducative, mais continuerait à alimenter les programmes français. C'est ce qu'il devrait faire dans la sphère francophone.

Quelques précisions sur ce nouvel état de choses: nous faisons face aux problèmes de l'unité nationale, du biculturalisme et du

bilinguisme, et ces problèmes dureront longtemps. J'espère qu'avec l'aide des provinces, des universités et des écoles, notre pays prendra la tête, dans le monde, dans la mise au point de la télévision éducative comme instrument d'enseignement et de culture. Cet instrument forgera l'unité nationale et nous aidera à résoudre nos problèmes.

• (9.40 p.m.)

J'espère que ces deux réseaux de télévision éducative, l'un français et l'autre anglais, qui s'étendraient d'un océan à l'autre et desserviraient nos universités, nos écoles et nos foyers, contribueraient à nous fusionner dans un esprit de fierté et d'unité nationales. J'ose espérer qu'un tel instrument permettrait de redécouvrir notre pays et de saisir la nature de notre dualité culturelle. Si Radio-Canada se retirait du domaine de la télévision commerciale, les réseaux commerciaux s'en trouveraient renforcés au point de pouvoir produire des émissions en direct de meilleure qualité et d'assurer un meilleur reportage des nouvelles, et cela dans des conditions de rentabilité qui permettraient le paiement d'impôts au Trésor. En confiant la production de documentaires et de films de fiction à l'Office national du film ou à des réalisateurs commerciaux, nous pourrions, je pense, renverser la tendance indésirable à centraliser la télévision à Toronto, ce qui n'a certainement rien donné de bon. On en arriverait en même temps, je crois, à une réduction des frais et l'on encouragerait l'expansion de l'industrie du film et de la télévision dans plusieurs collectivités canadiennes au lieu de la laisser centralisée sous l'influence de Yorkville.

Je crois, comme tout le monde ici à la Chambre, que la télévision est un moyen d'expression trop important pour être abandonné entièrement aux mains des entreprises commerciales. Il faut que tout réseau international réserve une place au Canada; c'est pourquoi toute licence de télévision devrait stipuler qu'une certaine période de temps sera consacrée à des fins nationales, sous forme, par exemple, d'émissions documentaires ou culturelles.

D'ici quelques années, peut-être lancerons-nous un satellite qui retransmettra dans tout le Canada des signaux de télévision et de télécommunications. Ce jour-là, la télévision sera profondément transformée. Nous serons en mesure de retransmettre les émissions télévisées presque partout au Canada —derrière des montagnes, ou dans les régions reculées du Nord. Le potentiel éducatif de ces retransmissions dans les petites collectivités sera immense. Nous verrons les nouvelles mondiales en direct.